

11 mars 2004 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Point de presse conjoint de M. Jacques Chirac, Président de la République et de M. Ahmed Qorei, Premier Ministre de l'Autorité palestinienne, sur la situation au Proche Orient et la perspective du retrait des Israéliens de la bande de Gaza, Paris le 11 mars 2004.

LE PRÉSIDENT C'est avec beaucoup de plaisir que j'ai reçu aujourd'hui le Premier ministre palestinien, M. QOREI. Naturellement, la relance du processus de paix, sur la base et dans le cadre de la Feuille de route, a été au cœur de nos entretiens. Il ne peut y avoir, chacun le comprend bien, de paix au Proche-Orient et aussi de modernisation de l'ensemble de la région que si l'aspiration des Palestiniens à un Etat souverain est satisfaite. Et que s'il y a ainsi un Etat palestinien viable et un Etat d'Israël en paix et en sécurité. Cet objectif ne peut à l'évidence être atteint que par la négociation. La violence ne peut entraîner que la ruine de la paix.

J'ai exprimé à M. Ahmed QOREI le souhait de la France de s'associer à tout effort fondé sur la Feuille de route et permettant de progresser vers la paix, malgré les très grandes difficultés que nous connaissons aujourd'hui.

Nous avons également évoqué la coopération bilatérale entre son gouvernement et le gouvernement français dans un certain nombre de domaines, de nature technique ou économique et financière.

LE PREMIER MINISTRE J'ai été très honoré de rencontrer le Président CHIRAC aujourd'hui. Nous avons parlé de la situation dans les territoires palestiniens, du processus de paix et des obstacles auxquels il fait face aujourd'hui. Nous avons écouté avec beaucoup d'attention le Président de la République qui nous assurait combien il tenait à la réussite du processus de paix entre les Palestiniens et les Israéliens. Il nous a aussi assuré de son soutien à tous les efforts qui étaient faits pour retourner à la table de négociation et mettre en oeuvre la Feuille de route. Nous avons également échangé des points de vue concernant le retrait de Gaza et nous avons expliqué l'opinion des Palestiniens : nous avons dit que tout retrait devait être le fruit d'une concertation et de négociations. Quoiqu'il en soit, nous accueillons avec satisfaction, bien évidemment, le retrait de Gaza et nous sommes tout à fait prêts à prendre nos responsabilités. Nous sommes tout à fait satisfaits de l'évacuation et du démantèlement des colonies, non pas uniquement à Gaza mais également en Cisjordanie. Et comme d'habitude, nous avons trouvé chez le Président de la République un soutien total au processus de paix, à la Feuille de route et également un soutien dans le domaine de relations bilatérales, tant dans les domaines techniques, économiques ou autres pour le peuple palestinien.

QUESTION Certains disent qu'actuellement les Américains s'occupent des élections. Est-ce que l'Europe, surtout la France, est prête à faire quelque chose ? On dit que la France serait prête s'il y avait des signaux forts des Arabes qui vont se réunir à Tunis. Y a-t-il un consensus au sein de l'Union européenne pour que la France prenne en charge ce dossier parce qu'apparemment les perspectives ne sont pas bonnes au Proche-Orient ?

Une question adressée au Premier ministre : que voudriez-vous que la France fasse en cette période, en cette phase ?

LE PREMIER MINISTRE Nous nous tournons toujours vers le Président de la République et vers la France dans les circonstances importantes, historiques ou lorsque notre destin est en jeu. Aujourd'hui, nous sommes dans une phase délicate et très sensible. On parle d'un retrait unilatéral et nous ne voudrions pas que ce retrait se fasse au dépens du processus de paix et également aux dépens de la Feuille de route.

Le retrait doit être utilisé comme une phase de la mise en oeuvre de la Feuille de route à Gaza et en Cisjordanie et le Président a été tout à fait compréhensif de notre point de vue.

LE PRESIDENT Nous sommes naturellement consternés de la situation et du développement de la violence. On ne sortira de cette situation que par le dialogue et la négociation. Pour dialoguer et négocier, il faut se réunir. Lorsque le Quartet a mis au point la Feuille de route, c'était bien son objectif : permettre, à partir de l'affirmation selon laquelle il pouvait et devait y avoir un Etat palestinien viable et dans le cadre de ses frontières, permettre une négociation pour arriver à une paix qui, naturellement, exclurait tout terrorisme et garantirait à Israël sa sécurité.

Nous pensons que cet objectif est toujours le seul qui permette d'arriver à la paix. C'est pourquoi nous nous sommes réjouis des initiatives qui pouvaient être prises, mais ces initiatives ne seront utiles et efficaces que si elles interviennent dans un contexte de négociation et d'accord. D'où notre conviction que la Feuille de route avec ses bons côtés et ses insuffisances, reste la seule stratégie permettant d'aboutir à la paix.

En fait, la France milite pour la mise en oeuvre de la Feuille de route et évoque la possibilité de déployer des forces internationales, si c'est nécessaire, et de faire une conférence internationale pour essayer de faciliter la mise en oeuvre de la Feuille de route.

QUESTION Une question pour M. QOREI. D'abord je voulais savoir si vous alliez rencontrer la semaine prochaine le Premier ministre israélien. D'autre part, je voulais savoir si vous aviez évoqué, à propos du terrorisme, l'attentat sanglant de Madrid ce matin ?

LE PREMIER MINISTRE Il y aura dimanche prochain une réunion pour préparer ma rencontre avec le Premier ministre israélien SHARON. Si nous arrivons à nous mettre d'accord sur l'ordre du jour, bien évidemment cette réunion aura lieu. Tout dépendra donc de la réunion préparatoire la semaine prochaine. Mais nous voudrions que notre réunion avec le Premier ministre SHARON nous permette d'arriver à des résultats.

Pour ce qui est de l'attentat terroriste à Madrid, nous le condamnons très fermement. C'était une opération terroriste détestable et haïssable et nous la condamnons très fermement.